

Jugement N°158/19/CJ/SII/TCC
du 08 août 2019

Rôle Général
BJ/TCC/2019/0487

REPUBLIQUE DU BENIN
TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

SECTION II

CHAMBRE DE JUGEMENT

COMPOSITION

Société ECOBANK BENIN SA
(Me Olga ANASSIDE & Nicolin ASSOGBA)

Président : Romain KOFFI
Assesseurs : Eric ASSOGBA et Cyprien TOZO
Ministère Public : Mario Elom METONOU
Greffier : Louis K. HOUNGBO

C/

Débats le 25 juillet 2019 ;

Société LA CADIS

Jugement réputé contradictoire prononcé à l'audience
publique du 08 août 2019 ;

PARTIES EN CAUSE

OBJET

DEMANDERESSE :

Païement

Société ECOBANK BENIN SA, Société Anonyme de droit béninois avec conseil d'administration au capital de FCFA 10.000.000.000, immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier de Cotonou, sous le n°RB/COT/08 B 2889 et inscrite sur la liste des banques et Etablissements financiers du Bénin sous le B 0062 G, dont le siège social à Cotonou, Ganhi, rue du Gouverneur Bayol, 01 BP 1280 Cotonou, Tél : 21 31 30 69 ; Fax : 21 31 33 85 ; courriel : ecobankbj@ecobank.com, agissant aux poursuites et diligence de son Directeur Général en exercice, Lazare Komi NOULEKOU, demeurant et domicilié ès qualité audit siège ;

*Assistée de Maîtres Olga ANASSIDE et Nicolin ASSOGBA,
Avocats au Barreau du Bénin ;*

DEFENDERESSE :

Société « LA CONTINENTALE AFRICAINE DE DISTRIBUTION-BENIN » (LA CADIS-BENIN) SA, Société Anonyme au capital social de FCFA 25.000.000, immatriculée au registre du commerce et du crédit mobilier de Ouidah sous le n°RB OUIDAH 2009 B 303, dont le siège social est à Pahou, Commune de Ouidah, en bordure de la RNIE N°1, BP 10-4490 COTONOU, Tél : 21 33 26 26 / 21 38 04 41, prise en la personne de son Directeur Général, Pierre Pascal ALECHOU, demeurant et domicilié ès-qualité audit siège ;

Non comparante ;

LE TRIBUNAL,

Vu les pièces du dossier ;

Où la Société ECOBANK BENIN SA en ses moyens et prétentions ;

Après en avoir délibéré ;

Par acte du 03 juin 2019, la Société ECOBANK BENIN S.A a attrait devant le tribunal de commerce de Cotonou, la Société CADIS-BENIN SA pour obtenir le paiement de la somme de deux cent dix-sept millions deux cent cinquante-deux mille neuf cent trente-sept (217.252.937) francs CFA ainsi que l'exécution provisoire sur minute de la présente décision ;

Au soutien de ses demandes, la Société ECOBANK BENIN S.A expose qu'elle est liée à la Société CADIS BENIN SA par une convention de compte courant par laquelle, elle a offert à celle-ci, une ligne d'avance de six cent millions (600.000.000) francs CFA suivant acte sous seing privé du 18 février 2016 ;

Que depuis le 06 décembre 2017, plus aucun paiement n'a été fait sur le compte de la Société CADIS BENIN SA dans ses livres ;

Que celle-ci ne se trouve plus à son adresse et toutes les tentatives pour lui signifier des actes se sont soldées par des échecs ;

Qu'elle a invité sans succès celle-ci pour un arrêté du compte courant et a dû procéder à la clôture juridique du compte courant et a essayé de la notifier à cette dernière en vain ;

La Société la CADIS SA, assignée à mairie, n'a pas comparu ;

1- SUR LE PAIEMENT SOLLICITE

Attendu que le solde dégagé par une clôture régulière d'un compte courant constitue une créance certaine, liquide et exigible ;

Que la clôture d'un compte courant est régulière dès qu'elle est intervenue dans le respect du contradictoire ;

Attendu qu'une telle créance peut donner lieu à condamnation au paiement ;

Attendu qu'il résulte des éléments du dossier que la Société ECOBANK SA et la Société LA CADIS SA sont liées par la convention de compte courant numéro 0040121116131201 ;

Que suivant signification de correspondance comportant invitation à la clôture juridique de compte du 29 novembre 2018, la Société ECOBANK BENIN SA a invité la Société LA CADIS SA à l'arrêté contradictoire du compte courant les liant pour le mardi 11 décembre 2018 ;

Que celle-ci n'ayant pas répondu à l'invitation, la Société ECOBANK BENIN SA a procédé à la clôture du compte courant les liant et a par acte du 18 janvier 2019 signifié ladite clôture à la Société CADIS avec indication du solde de 217.252.937 sous réserve des intérêts à venir, des frais de recouvrement et de procédure ;

Attendu qu'une clôture de compte courant intervenue dans ces conditions est respectueuse du principe du contradictoire et justifie la demande de condamnation formulée ;

Qu'il y a lieu d'y faire droit ;

2- SUR L'EXECUTION PROVISOIRE SUR MINUTE

Attendu que l'exécution provisoire ne peut être ordonnée qu'en cas d'urgence ou de péril ;

Attendu que la Société ECOBANK BENIN SA n'a pas motivé l'exécution provisoire sollicitée ;

Qu'en l'état cette demande mérite rejet ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, par jugement réputé contradictoire, en matière commerciale et en premier ressort ;

✓ Condamne la CADIS BENIN à payer à la Société ECOBANK BENIN S.A la somme de FCFA deux cent dix-sept millions deux cent cinquante-deux mille neuf cent trente-sept (217.252.937) ;

✓ Rejette la demande d'exécution provisoire formulée par la Société ECOBANK BENIN SA ;

✓ Condamne la CADIS BENIN aux dépens.

ONT SIGNE

LE GREFFIER

LE PRESIDENT